

Deger, Saadet. *Military expenditure in Third World Countries*. London, Boston and Henley, Routledge & Kegan Paul, 1986, 288 p.

SIPRI « *Arms Production in the Third World* », Edited by Michael Brzoska and Thomas Ohlson, London & Philadelphia, Taylor & Francis, 1986, 391 p.

Jacques Fontanel

Volume 18, Number 1, 1987

Pêches maritimes : nouveau contexte international et politiques contrastées

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702140ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702140ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fontanel, J. (1987). Review of [Deger, Saadet. *Military expenditure in Third World Countries*. London, Boston and Henley, Routledge & Kegan Paul, 1986, 288 p. / SIPRI « *Arms Production in the Third World* », Edited by Michael Brzoska and Thomas Ohlson, London & Philadelphia, Taylor & Francis, 1986, 391 p.] *Études internationales*, 18(1), 229–232. <https://doi.org/10.7202/702140ar>

rorisme d'État », situées sans contredit à des pôles opposés, celle de la prise des otages américains à Téhéran et celle de l'établissement d'une sorte de Quartier général des forces « contras » à l'ambassade des États-Unis au Honduras. À ce propos, on remarque l'ironie que constitue le refus des États-Unis de reconnaître la compétence de la Cour internationale de justice dans l'affaire présentée par le Nicaragua relativement au minage de ses ports quand on l'analyse par rapport au recours présenté précipitamment par les États-Unis contre l'Iran quelques années plus tôt lors de la prise des otages à l'ambassade de Téhéran.

Au nombre des obligations que l'on retrouve le plus régulièrement dans les instruments internationaux abordant la question de la protection des diplomates contre les actes terroristes, mentionnons celle d'extrader ou de poursuivre les auteurs d'actes terroristes. Par contre, les États ont généralement voulu se conserver une faculté d'appréciation des actes en question, afin de ne pas être obligé d'appliquer de telles mesures à des individus dont les motifs seraient essentiellement d'ordre politique, par exemple lorsque l'acte a été inspiré par les idéaux de la libération nationale. En somme, certains États ont pu trouver des raisons, sinon des prétextes, pour refuser de respecter l'obligation mentionnée ci-dessus.

La réaction de la communauté internationale a été d'appliquer dans certains cas des sanctions collectives, notamment dans le cadre de la déclaration de Bonn sur les détournements d'aéronefs, à l'égard de l'Afghanistan. Tout cela illustre bien, et c'est là le propos du troisième et dernier article contenu dans cet ouvrage, le caractère éminemment politique des facteurs et des éléments devant être considérés lorsque l'on aborde la question du terrorisme dirigé contre les diplomates. Plus que jamais dans ce domaine le droit international devient véritablement le droit des relations internationales et il ne peut être envisagé en fonction de l'application stricte de règles juridiques. Cette explication pourrait excuser en quelque sorte le fait que ce troisième article soit quelque peu confus, comme si son auteur n'avait pu lui-même trouver la démarcation

entre les droits et obligations des États dans ce domaine et les motivations profondes de leurs agissements.

On se trouve en présence d'un ouvrage bien documenté qui veut manifestement faire le tour de la question mais qui est peut-être trop succinct pour atteindre complètement cet objectif. Il soulève en effet bien des questions, sans y répondre toutefois, par exemple celle de savoir dans quelle direction doit s'orienter le développement de solutions appropriées, au plan juridique notamment, aux nombreux problèmes posés par le terrorisme dirigé contre les diplomates. Un premier pas en somme qui devrait être suivi par d'autres.

André FARAND

*Ministère des Affaires Extérieures  
(en détachement chez Québécois)*

### ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

DEGER, Saadet. *Military expenditure in Third World Countries*. London, Boston and Henley, Routledge & Kegan Paul, 1986, 288 p.

SIPRI « *Arms Production in the Third World* », Edited by Michael Brzoska and Thomas Ohlson, London & Philadelphia, Taylor & Francis, 1986, 391 p.

Voici donc, dans la même année, deux ouvrages importants sur la relation entre dépenses militaires, production militaire et développement économique. Autant dire que ces ouvrages d'informations, de synthèse et de réflexion étaient fort attendus, l'année même où la Conférence des Nations Unies sur le Désarmement pour le Développement qui devait se tenir à Paris a échoué (report) avant même son ouverture.

Le livre du SIPRI, écrit par 11 spécialistes, aborde une question qui soulève de nombreuses polémiques, alors même que le fond du problème reste assez mal connu. La valeur annuelle de la production des armes majeures du Tiers-Monde a été multipliée par un facteur

500 de 1950 à 1984 en valeur constante. Malgré ces progrès considérables, la production globale d'armes majeures du Tiers-Monde ne représente que 1,5 % à 2 % de la production mondiale correspondante. Si au début des années 50 seules l'Argentine, l'Égypte, la Colombie, l'Inde et la Corée du Nord avaient fait des efforts importants de production de matériels militaires, les années 60 ont vu l'entrée du Brésil, de l'Afrique du Sud et d'Israël sur le marché. Les matériels fabriqués sont différents de pays à pays. L'Afrique du Sud produit des armes à faible contenu technologique, mais à grand usage, comme les munitions, les petites armes, les véhicules et les avions légers. Par contre, l'Inde fabrique des armes à haute technologie, afin de favoriser une politique d'import-substitution, alors que le Brésil cherche plutôt à acquérir des marchés extérieurs, en profitant des avantages politiques et économiques dont il dispose. On constate cependant un élargissement horizontal de la maîtrise de la technologie des armes. Autrement dit, les pays du Sud sont maintenant capables de produire et de vendre des avions d'attaque, des hélicoptères, des missiles, des tanks, des navires d'attaque. En outre, les accords de production avec les pays développés se développent et il existe des transferts de technologie importants dans ce secteur. Il est pourtant difficile, pour les pays en voie de développement, de disposer des brevets les plus sophistiqués ou les plus modernes et il existe un retard qui se chiffre, selon les matériels, entre 6 et 10 ans. Les principaux vendeurs de licence sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la République Fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique. Actuellement, il y a près d'un million d'emplois dans les industries d'armement des pays du Tiers-Monde (dont 30 % pour l'Inde, 10 % pour l'Afrique du Sud, 9 % pour Israël et 7,5 % pour l'Égypte et le Brésil). La question fondamentale est pourtant de savoir s'il est préférable de produire ou d'acheter à l'extérieur. Cette question ne trouve pas vraiment de réponse dans ce livre. De même, le coût économique de la substitution des investissements du secteur militaire au secteur civil n'est pas abordé. C'est d'ailleurs la grande lacune d'un livre qui n'avait sans doute pas l'ambition

d'expliquer les avantages et inconvénients économiques de la production des armes pour des pays technologiquement peu évolués. En effet, l'objectif primordial était de fournir une information statistique et historique de l'industrie d'armement. Plusieurs pays sont étudiés : l'Argentine (Millan), les pays de l'ASEAN (Ohlson), le Brésil (Lock), l'Égypte (Väyrynen & Ohlson), l'Inde (Wulf), l'Iran (Schultz), Israël (Steinberg), l'Afrique du Sud (Brzoska), la Corée du Sud (Nolan), Taïwan (Gregor, Harkavy & Neuman). D'autre part, un chapitre est consacré aux petits producteurs d'armes (Brzoska). Cet ouvrage a l'avantage de produire des informations synthétiques sur l'ensemble de la production d'armes des pays en voie de développement. Les annexes fournissent des informations de grande qualité sur la valeur de la production des armes majeures de 1950 à 1984, sur le registre de production des armes conventionnelles majeures autochtones ou sous licence des pays du Tiers-Monde, sur les principaux contrats d'exportation d'armes des pays du Tiers-Monde de 1950 à 1984, sur les sources et méthodes utilisées par le SIPRI pour collecter ces informations. Notons en outre, l'existence d'une excellente bibliographie sélective qui a cependant le défaut, courant chez nos amis anglosaxons, d'ignorer complètement la littérature de langue française. Instrument de référence pour l'étude de l'industrie d'armement dans les pays du Tiers-Monde, il manque à cet ouvrage la dimension explicative de la relation entre la production d'armes et son impact sur le développement économique. Au moment où un grand débat d'idées existe sur la relation industries d'armement - développement économique, les auteurs n'abordent cette question que par petites touches, pas toujours bien cohérentes d'ailleurs ; c'est peut-être le lot des ouvrages collectifs de s'en tenir à ce qui est acquis. Et ce n'est peut-être pas plus mal ainsi.

Saadet Deger comble en partie cette insuffisance de référence aux conséquences économiques et sociales de la production d'armes, mais son ambition est toutefois plus large, puisqu'elle aborde la relation entre les dépenses militaires et le développement éco-

nomique des pays du Tiers-Monde. L'intérêt de cet ouvrage est considérable. Il ne se limite pas à la présentation des études économétriques faites sur les pays en voie de développement, même s'il ne néglige pas, bien entendu, cet aspect important de la recherche sur la liaison entre croissance économique et dépenses militaires. Il se base sur l'analyse fondamentale Amartya SEN selon laquelle si la croissance économique élevée est une composante du développement économique, elle ne peut suffire à l'expliquer; il est nécessaire, en effet, d'inclure la distribution des revenus, l'éradication de la pauvreté absolue, la satisfaction par l'ensemble de la population des besoins fondamentaux (*basic needs*), mais aussi des facteurs moins économiques, comme la démocratie, la justice, les droits de l'homme ou la liberté d'agir. La défense participe au développement économique, puisqu'elle est susceptible de satisfaire un besoin de sécurité, sans lequel le développement devient fragile ou impossible. Cet élargissement du développement au domaine extra-économique est fécond, surtout dans le cadre d'une étude sur la fonction de sécurité des États. Il en résulte une analyse rigoureuse de la relation dépenses militaires-développement économique. Les thèmes abordés couvrent à peu près l'ensemble du thème défini par le titre du livre :

- analyse des données (qui se heurte au secret militaire, aux difficultés de définition harmonisée de l'effort de défense, et aux méthodes de comparaisons internationales et intertemporelles),

- étude des relations entre les dépenses militaires et les principales variables macroéconomiques (dépenses publiques, épargne, investissement, croissance économique, formation du capital humain),

- mise en évidence du fardeau des armes dans une économie ouverte,

- explication empirique de la production d'armes dans les nouveaux pays industriels,

- et, plus généralement, conclusion sur la relation directe entre le développement économique et le secteur militaire.

La richesse de ce livre est considérable, d'autant qu'il aborde un sujet relativement mal

étudié jusqu'à présent. Quels sont les principaux résultats ?

- 1) Le secteur militaire exerce simultanément des effets positifs et négatifs sur l'épargne, l'investissement ou le capital humain. Il peut fournir une nouvelle demande, favoriser l'industrialisation, développer des retombées. Cependant, à long terme, les spécifications économétriques conduisent à considérer que les dépenses militaires réduisent les taux de croissance, contrairement à l'hypothèse célèbre de Benoit.

- 2) Il existe des retombées positives de l'essor du secteur militaire, mais celles-ci sont généralement surévaluées. Le modèle original présenté en Annexe indique des effets dépressifs importants des dépenses militaires sur la croissance économique.

- 3) Les dépenses militaires favorisent une distribution de revenu inégalitaire, contraire au concept de développement retenu par SEN et DEGER.

- 4) L'impact d'une guerre ou de la préparation à la guerre des pays en voie de développement varie selon les pays. Il existe de grandes divergences d'effets de l'effort de défense sur les pays, selon les conditions objectives de leur développement.

- 5) La production d'armes autochtones ne conduit pas toujours à l'industrialisation des pays nouvellement industrialisés.

Évidemment, ces quelques conclusions très générales ne donnent qu'un très court aperçu de l'analyse de la militarisation des pays en voie de développement de DEGER. Si la rigueur de la méthode est constamment présente, la philosophie générale de l'ouvrage semble favorable à une limitation de la course aux armements, au moins dans les pays en voie de développement. On peut cependant regretter la rapidité avec laquelle les insuffisances des données sont abordées (mais il existe de nombreux rapports des Nations Unies sur ce thème) et l'omission de certaines théories qui pourraient justifier le développement économique par l'essor des industries

d'armement (notamment la théorie du cycle des produits de Vernon ou les pôles de domination de François Perroux). Cependant, le projet était très ambitieux et il est inévitable que toutes les questions qu'il soulevait n'aient pas été traitées avec une trop grande précision. Cependant, ce livre s'annonce déjà comme l'ouvrage fondamental sur la question difficile de l'impact des dépenses militaires dans le Tiers-Monde.

Jacques FONTANEL

*Centre d'Études Défense et Sécurité internationale  
Université des sciences sociales, Grenoble*

HOPPLE, Gerald W. and WATSON, Bruce W. (Ed.). *The Military Intelligence Community*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Military Affairs », 1986, 312 p.

S'il ne contient aucune révélation comme telle, le livre publié sous la direction de G. W. Hopple apporte un ensemble de précisions qui fournissent un tableau général de la communauté du renseignement militaire aux États-Unis. Il trace l'évolution des organismes depuis la dissolution de l'OSS en octobre 45 jusqu'aux « *executive orders* » des présidents Carter et Reagan qui ont redéfini pour la présente période, non les tâches, mais les modalités et les structures de leur accomplissement.

Initialement, le travail de renseignement échoit, à l'automne 45, à un autre service de l'armée, le Strategic Service Unit. Après une autre étape administrative survenue en 1946, la fonction devient le Central Intelligence Agency, créé par le National Security Act de 1947. Organisme influent, la CIA voit son secrétaire siéger régulièrement au National Security Council, vite il deviendra fameux et sera crédité de multiples opérations. Crédité... ou discrédité? La commission sénatoriale d'enquête Church, au milieu des années 70, porte un coup rude à la CIA, et le public des citoyens peut avoir l'impression que les services de renseignement vont agir désormais sous le regard du pouvoir législatif américain. Mais à cette date, le renseignement militaire assume

la part majeure de l'espionnage, la crise de confiance qui éclabousse la CIA ne fait que reconnaître la primauté gagnée depuis longtemps par les services de l'armée. En 1948, fut créé un Office of Policy Coordination/OPD destiné à réaliser les opérations secrètes. Attaché à la CIA, il fait rapport directement aux départements d'État et de la Défense. Après quelques transformations, il est devenu, en 1973 le Directorate of Operations, DDO, nom qu'il conserve depuis ainsi que ses activités.

Il existe ainsi une large communauté de renseignement qui pour ses budgets et programmes relève de l'approbation du directeur de la CIA, mais qui, dans ses tâches, travaille en relation étroite avec l'organisation de la défense et avec l'armée. Communauté ou « confédération » de services, l'auteur signale que le second terme pourrait plus adéquatement caractériser l'ensemble.

Une première partie de deux chapitres examine le fonctionnement administratif des différents services et les réformes qui les ont conduits au type qu'ils ont dans le présent. Les réformes, ou plutôt les reformulations de 1978 et 1982 ont porté l'insistance sur la disponibilité et la remise à jour continue du renseignement en sorte que les grands départements utilisateurs, c'est-à-dire la diplomatie et l'armée, puissent disposer moins d'un corpus d'informations que d'un panorama intégré, constamment enrichi des renseignements neufs, et débarrassé des notions devenues caduques. Du moins est-ce l'objectif car les résultats depuis la Seconde Guerre mondiale sont mélangés. Les auteurs signalent au passage la diversité des services et leur croissance inégale. Le développement de la technologie a exercé un impact sur quelques-uns, en particulier la discrète National Security Agency, créée en 1952, qui centralise le renseignement obtenu par les moyens sophistiqués de la surveillance électronique. Le renseignement militaire s'est subdivisé en six directorats mais se décompose en deux éléments principaux: le service opérationnel, qui poursuit des objectifs de renseignements stratégiques et un service de détection, chargé de repérer toute menace d'attaque ou de simple lancement de missiles.